Conditions générales (CG) d'assurance pour les bateaux

Edition octobre 2020

B Assurance responsabilité civile

Table des matières

Étendue de la couverture

- B1 Objets assurés
- B2 Personnes assurées
- B3 Prétentions et frais assurés

Prestations d'assurance

- B4 Prestations assurées
- B5 Négociations en cas de sinistre
- B6 Droit de recours de la Société
- B7 Risque de régates d'ordre compétitif

Exclusions

- B8 Pas de couverture d'assurance
- B9 Restrictions à l'égard de l'assuré

Étendue de la couverture

B1 Objets assurés

Sont assurés en responsabilité civile:

- 1.1 le bateau désigné dans la police et les objets poussés ou remorqués par celui-ci;
- 1.2 le canot de bord (dans la mesure où il ne nécessite pas de permis de navigation);
- 1.3 les bouées (avec leurs accessoires);
- 1.4 l'engin servant au transport du bateau sur terre (s'il n'est pas soumis à la législation sur la circulation routière).

B2 Personnes assurées

Sont assurés:

- 2.1 le preneur d'assurance, le propriétaire, le détenteur du bateau;
- 2.2 le skipper (conducteur du bateau) et les membres d'équipage ainsi que toute personne à bord du bateau en qualité d'invité avec l'accord du preneur d'assurance ou du propriétaire;
- 2.3 les personnes tirées par le bateau (skieurs nautiques, wakeboarders, etc.); cette disposition s'applique toutefois uniquement dans la mesure où ce risque n'est pas déjà couvert par le biais d'un autre contrat d'assurance (couverture subsidiaire).

B3 Prétentions et frais assurés

Les prétentions suivantes sont assurées:

- 3.1 prétentions civiles formulées contre les assurés en vertu des dispositions légales régissant la responsabilité civile, en cas de:
  - a) mort ou lésion corporelle (**dommages corporels**);
  - b) détérioration, destruction ou perte d'objets (**dommages matériels**);
- 3.2 en cas de dommage imminent assuré, l'assurance s'étend aussi aux frais occasionnés à l'assuré par les mesures adéquates qu'il a prises afin d'écarter ce danger (**frais de prévention des sinistres**);
- 3.3 prétentions de skieurs nautiques tractés (y compris autres équipements de sport tractés) envers l'assuré pour les accidents alors qu'ils sont tractés par le bateau.

Prestations d'assurance

B4 Prestations assurées

- 4.1 La Société règle les prétentions justifiées et rejette celles qui s'avèrent injustifiées.
- 4.2 Les prestations de la Société (intérêts, frais de justice et d'avocat y compris) sont limitées par événement dommageable à la somme de garantie.
- 4.3 Renseignements juridiques téléphoniques
La CAP, Compagnie d'Assurance de Protection Juridique S.A., accorde aux assurés des renseignements juridiques téléphoniques en droit suisse au sujet d'un problème juridique dans le domaine privé.
Les renseignements juridiques ne doivent demander aucune recherche particulière et sont limités à 30 minutes au maximum.
Ils sont donnés exclusivement par les juristes des centres de prestations et services de la CAP.
Le numéro de téléphone, l'adresse et la région de compétence des centres de prestations et services sont disponibles sur www.cap.ch > Services > Points de contact ou peuvent être demandés au siège principal de la CAP à Zurich, tél. 058 358 09 00.

B5 Négociations en cas de sinistre

Les **négociations** avec le lésé sont menées par la Société. L'assuré ne peut de lui-même reconnaître les prétentions du lésé ni lui faire des paiements. En cas de procès civil, l'assuré en laissera la direction à la Société. Le règlement du sinistre effectué par la Société lie l'assuré.

B6 Droit de recours de la Société

- 6.1 La Société peut se faire rembourser par le preneur d'assurance ou l'assuré tout ou partie des prestations versées:
  - dans les cas prévus par la loi ou le contrat;
  - lorsque, en vertu d'une convention internationale ou de la législation étrangère sur l'assurance, la Société doit encore verser des indemnités après l'extinction de l'assurance.
- 6.2 Si le preneur d'assurance ne s'acquitte pas de son devoir de remboursement dans les 4 semaines et que le rappel reste également sans effet, le contrat prend fin après un délai de 14 jours. Le droit de recours de la Société est maintenu.

B7 Risque de régate d'ordre compétitif

Le risque de régate d'ordre compétitif peut être coassuré pour les voiliers. Cette inclusion doit être convenue dans la police.

- 7.1 Une franchise de CHF 500.00 est retenue pour les dommages survenus lors d'une régate officielle (jours de régate conf. au concours avec mises à l'eau et à terre, transport exclus). Cette déduction est valable pour tout dommage, quelle qu'en soit la cause.

- 7.2 Sont exclues de cette règle de participation les régates de club et d'association. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'un risque de régate de compétition si elles ont lieu sur les mêmes eaux que celles où le bateau a sa place d'amarrage/son emplacement fixe.
- 7.3 La régate du Bol d'Or ne relève pas de l'article 7.2, le risque de régate de compétition devant être inclus.
- 7.4 En cas de dommage de collision, une décision du jury doit être présentée à la demande de la Société.

Exclusions

B8 Pas de couverture d'assurance

Ne sont pas assurées les prétentions:

- 8.1 du détenteur, du propriétaire ou du conducteur du bateau;
- 8.2 du conjoint de la personne tenue à réparation, de ses ascendants ou descendants ainsi que de ses frères et soeurs vivant en ménage commun avec lui, pour les dommages matériels qu'ils ont subis;
- 8.3 des lésés pour les accidents survenant lors de courses pour lesquelles existe une assurance responsabilité particulière;
- 8.4 pour les dégâts aux bateaux et objets désignés à l'article B1 ou aux parties qui font corps avec eux ainsi qu'aux objets transportés;
- 8.5 en rapport avec des dégâts pour lesquels la législation sur l'énergie nucléaire prévoit une responsabilité;
- 8.6 pour les dommages survenant lors de la commission intentionnelle d'un crime ou d'un délit.

B9 Restrictions à l'égard de l'assuré

Ne sont pas assurés:

- 9.1 les conducteurs de bateau qui ne possèdent pas le permis requis;
- 9.2 les personnes qui ont soustrait le bateau ainsi que les conducteurs qui, dès le début du trajet, savaient ou pouvaient savoir que le bateau avait été soustrait;
- 9.3 l'utilisation du bateau pour des courses effectuées sans l'autorisation prescrite, dans la mesure où cette interdiction a été établie pour des raisons de sécurité de la circulation;
- 9.4 l'utilisation à des fins commerciales (p. ex. location, affrètement, école de conduite, transport de personnes, dépassement de la validité territoriale assurée, etc.), dans la mesure où il n'existe aucune convention particulière à cet effet.